

Points de repère

EXPRESS

► **Croissance mondiale :** la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, a déclaré, le 26 octobre, que « la croissance mondiale sera considérablement réduite pendant l'année 2009 », soulignant toutefois l'impossibilité de prévoir la « durée » et la « profondeur » de la crise. De son côté, le ministre du Budget, Éric Woerth, a estimé, que le « ralentissement très fort va durer pendant encore quelques mois », et il a « espéré qu'il ne va pas durer au-delà de l'année 2009 ».

► **Déficit budgétaire :** le ministre du Budget a estimé, le 26 octobre, qu'il « faut accepter que le déficit se dégrade si c'est une question de réduction de recettes », en soulignant qu'il fallait en revanche « maîtriser la dépense publique ». « Il faut continuer à faire diminuer la dépense publique : il y a trop de gabegie dans l'État », Éric Woerth a réaffirmé son opposition à une augmentation des impôts pour éviter un creusement des déficits. « Augmenter les impôts, c'est pire que tout. Vous ajoutez de la crise à la crise ».

► **Loi LME :** la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, a indiqué que le gouvernement était à « mi-chemin » dans l'application des textes de la loi de modernisation de l'économie (LME) votée en août dernier. « Certaines dispositions sont déjà entrées en vigueur ». « Sur 129 mesures d'application, 63 sont prêtes », « nous sommes dans les temps, puisqu'il nous reste deux mois ».

► **PLFSS 2009 :** le président de la Mutualité française, Jean-Pierre Davant, a demandé, le 27 octobre, au gouvernement de « rappeler à l'ordre » le rapporteur du budget de la Sécurité sociale, le député UMP Yves Bur, jugeant que les amendements qu'il propose sont une « déclaration de guerre ». Avant le début de l'examen du PLFSS par les députés, ce 28 octobre, la commission des Affaires sociales a déjà adopté plusieurs amendements visant à renforcer l'effort de retour à l'équilibre des comptes sociaux d'ici 2012. Certains amendements pourraient avoir des « répercussions importantes » pour les

Projets

► **Projet de loi généralisant le RSA :** le Sénat a adopté, le 24 octobre, en première lecture, le projet de loi qui généralise le revenu de solidarité active (RSA) pour remplacer le RMI et l'allocation de parent isolé (API). Le texte a été voté par 196 voix pour et 27 contre. L'UMP, les centristes et les radicaux ont voté pour, le PS et les Verts se sont abstenus, le PCF a voté contre. Le projet de loi, inscrit en urgence, doit maintenant être soumis à une commission mixte paritaire. Les sénateurs ont adopté des amendements de précision, mais n'ont pas modifié au fond le projet.

► **Projet de loi sur les revenus du travail :** alors que le Sénat devait examiner, le 27 octobre, le projet de loi sur les revenus du travail, qui vise à favoriser l'intéressement et la participation, le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a annoncé avant l'ouverture des débats qu'un amendement allait être déposé « qui fait que, dans une entreprise, quand il y a des stock-options, il y a forcément pour tous les salariés, soit des stock-options aussi pour eux, soit des actions gratuites, soit de l'intéressement, soit de la participation en plus ». « Le système où c'était réservé uniquement à quelques-uns, c'est terminé ». « C'est quand même logique que dans une entreprise les salariés puissent davantage profiter des revenus de leur travail ».

Actualité sociale

► **Comité des stages :** le 24 octobre, lendemain de la réunion du Comité de suivi des stages dit « Sta-Pro » consacrée aux stages à l'étranger et dans la Fonction publique, FO-Cadres demande que soit remise à l'ordre du jour de la prochaine réunion du 20 novembre la question de l'encadrement juridique des stages. « Malgré un an de travaux, nous constatons à regret que nous n'avons toujours pas abouti à une réelle réglementation en faveur du statut des stagiaires », souligne FO-Cadres. Par ailleurs, l'organisation syndicale annonce son intention d'envoyer à Xavier Bertrand, ministre du Travail, et Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur, un courrier pour demander la création d'un véritable statut des stagiaires. Ce courrier pourrait contenir les dix propositions de FO-Cadres visant à clarifier le statut des stagiaires. L'organisation syndicale réitère sa demande d'interdire tous les stages hors cursus, et demande que les dispositions relatives aux stages soient inscrites dans le Code du travail et dans le Code de l'éducation. « Pour les stages dont la durée est égale ou supérieure à trois mois, la période de stage doit être prise en compte pour l'ouverture des droits à la retraite, permettant la validation de trimestres ». Enfin, FO-Cadres demande une redéfinition du rôle du Comité Sta-Pro, et de l'éta-

blir comme « comité de suivi, de contrôle et d'intervention dans la lutte contre l'utilisation abusive des stages ».

► **Élections prud'homales :** le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a affirmé, le 24 octobre, à l'approche des élections prud'homales, prévues le 3 décembre, qu'il était « très confiant pour l'avenir de FO ». « Là où dans le privé, un syndicat FO, CGT, ou CFDT, ne fera pas 10 %, il aura des problèmes, c'est évident, ça arrivera à tout le monde. Mais globalement je n'ai pas d'inquiétudes pour FO, il y a d'ailleurs d'autres syndicats qui nous rejoignent ».

► **Les syndicats face à la crise :**

- **CGT :** Maryse Dumas a demandé, le 25 octobre, au gouvernement de « massivement soutenir la consommation ». « Au lieu que l'argent aille aux actionnaires et à la spéculation, il faut le rendre au travail », a réclamé la secrétaire confédérale de la CGT, pour qui « la mesure prioritaire, c'est le pouvoir d'achat, les salaires, les minima sociaux ». Maryse Dumas a réitéré sa demande d'une « sécurité sociale professionnelle ». « Nous sommes pour le maintien du salaire et du contrat de travail même lorsqu'il y a suppression d'emplois, jusqu'à ce qu'un nouvel emploi soit proposé au salarié ». Elle a également demandé la création d'un « pôle public financier », en réorientant notamment les « 30 milliards d'allègements de cotisations sociales » dont bénéficient les entreprises, et a réaffirmé son opposition à la privatisation de La Poste, « meilleure garantie pour protéger l'épargne populaire ».

- **FO :** soulignant qu'« il y avait déjà du mécontentement avant la crise, auquel s'est ajouté de l'inquiétude et un sentiment d'injustice », le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, estime qu'« il faut qu'on arrive à s'entendre entre les organisations pour préparer une riposte », tout en reconnaissant que « pour le moment ce n'est pas aussi simple que ça ». « Si on veut une réaction forte, il faut qu'elle soit dans une action commune ». « Nous, on l'a proposé, pour le moment ça ne débouche pas. On a rencontré deux organisations, il y en a d'autres qui traînent pour nous rencontrer ». « On essaie d'appeler ensemble, toutes les organisations, public-privé, à une journée de grève interprofessionnelle, peut-être sans manifestation d'ailleurs, mais on essaie de bloquer le pays. Je pense que ça peut marcher et ça montrera au président de la République qu'une grève ça se voit ».

► **Exonération de la taxe professionnelle :** la Fédération CGT des collectivités territoriales proteste contre l'annonce par Nicolas Sarkozy des exonérations de taxe professionnelle. « En supprimant des emplois dans la Fonction publique, en y limitant le niveau des salaires, en voulant restreindre et supprimer pour 238 communes la dotation de solidarité urbaine (DSU) et, maintenant, en supprimant la taxe professionnelle sur les nouveaux investissements des entre- ●●●